

Banque/Créances

La BGD veut récupérer son argent

Maxime-Serge
MIHINDOU
Libreville/Gabon

EN dépit de multiples mises en garde et autres rappels à l'ordre, la Banque gabonaise de développement (BGD) peine à récupérer les milliards de francs octroyés sous forme de crédit à plusieurs particuliers et entreprises.

En effet, ses débiteurs traînent toujours les pas à régler leurs créances en souffrance auprès de l'établissement bancaire mis en liquidation. Face à cette attitude de défiance, le liquidateur désigné, Richard Lariot Ombeny, a fixé, le 11 septembre dernier via un communiqué de presse, un nouvel ultimatum de 2 mois à ces mauvais payeurs sous peine de poursuites judiciaires, de saisies des biens et usage de la force publique pour recouvrer les créances de la BGD.

"Le liquidateur de la Banque gabonaise de développement (BGD) rappelle à l'ensemble des débiteurs de la BGD, que dans le quotidien l'Union en date du 11 et du 12 juin 2019, une annonce les in-



La BGD a donné un ultimatum de 2 mois à ces mauvais payeurs.

vitait à se présenter dans les plus brefs délais auprès du liquidateur aux fins de convenir de nouvelles modalités d'apure-

ment de leur dette dans les livres de la BGD. Le liquidateur rappelle par le biais de ce communiqué qu'il reste (2) deux mois à ces débiteurs pour

s'exécuter. Passé ce délai de (2) deux mois, le liquidateur se réserve le droit d'appliquer les poursuites judiciaires, des saisies des biens et usage de la force

publique pour recouvrer les créances de la BGD. Cette annonce vaut dernière mise en demeure", a prévenu le liquidateur, Richard Lariot Ombeny.

Brèves

Kenya: le ministre des Finances annonce des coupes budgétaires

Le gouvernement kényan va réaliser des coupes budgétaires "brutales" pour réduire son déficit budgétaire. C'est ce qu'a annoncé ce jeudi, Ukur Yatani, ministre des Finances par intérim du pays. D'après le responsable, les coupes budgétaires prévues pourraient concerner des dépenses courantes de plusieurs officiels du gouvernement. Il s'agira, entre autres, de réduire les dépenses concernant les voyages à l'étranger des fonctionnaires et la publicité des ministères. Cette décision intervient alors que les autorités estiment à près de 3,6 milliards \$ la valeur des projets de développement actuellement suspendus tels que la construction de routes et de barrages. Ils ont été interrompus faute de financement de l'Etat qui a pourtant multiplié, ces dernières années, les opérations d'emprunt pour financer le Big Four Agenda du président Uhuru Kenyatta.

Rassemblées par MNN

Libreville : Galerie MBOLO - Centre ville : Immeuble des Arcades
Tél : 01 72 61 19
Port-Gentil : Galerie Super Marché CASINO
Tél : 05 60 91 01